

Saint-Étienne-du-Rouvray, le 12 décembre 2003

Groupe de subdivisions de Rouen-Dieppe  
1 avenue des canadiens – BP 124  
76804 SAINT ETIENNE DU ROUVRAY  
Subdivision territoriale 3  
Affaire suivie par Patrice CHEMIN  
☎ 02.32.91.97.65  
fax 02.32.91.97.97  
mél : [patrice.chemin@industrie.gouv.fr](mailto:patrice.chemin@industrie.gouv.fr)  
S:\PATRICE\CDH\97-GSRD-2003-12-SAFBA.doc  
N/Réf. : GSRD/2003/12/97 T3 PaC/BV

## **RAPPORT AU CONSEIL DÉPARTEMENTAL D'HYGIÈNE**

-----  
**Société Anonyme des Sucreries de  
FONTAINE LE DUN BOLBEC AUFFAY (S.A.F.B.A.)  
Rue Eugène Wagner  
76740 FONTAINE LE DUN**  
-----

### **Augmentation de capacité de production**

La société Anonyme des Sucreries de Fontaine le Dun –Bolbec-Auffay (S.A.F.B.A) dont le siège social est situé rue Eugène Wagner à FONTAINE LE DUN (76740) a présenté un dossier de demande d'autorisation relatif à une augmentation de capacité de production d'une part et à la création de nouveaux stockages nécessités par cette extension d'autre part dans ces installations situées à l'adresse précitée.

Cette demande est consécutive au rapprochement /fusion de l'entreprise avec la sucrerie de COLLEVILLE (76) où seuls les stockages seront conservés. Ce rapprochement induit une augmentation de la capacité de traitement qui passe de 9 500 tonnes de betteraves par jour à 11 500 tonnes de betteraves par jour.

S.A.F.B.A doit augmenter dans la même proportion la capacité de stockage de produits intermédiaires et de coproduits (mélasse, égouts et sirop).

L'entreprise doit également créer un nouveau bassin pour le stockage de ses eaux résiduaires en remplacement d'un bassin dit « terre d'or » dont la capacité sera dépassée dès la campagne sucrière de 2003.

Après analyse complète des impacts et des dangers présentés par ses installations, la société a décidé des évolutions suivantes :

Projet	Objectifs visés	Rubrique ICPE concernées
Création d'un bassin de stockage des eaux résiduaires « bourienne 2 »	Capacité : 550.000 m <sup>3</sup> Réaffectation des bassins existants au stockage des terres issues du lavage	2225
Augmentation de la surface évaporatoire	-> tonnage : 11 500 t/j	2225
Extension de la capacité de stockage de sirop du sucre et aménagement de rétention autour des réservoirs d'EP2	Implantation d'une cuve de sirop de 25 000 m <sup>3</sup> Réaménagement du parc de réservoirs aériens et mise en place de cuvette autour de cuves dépourvues	2225
Chaufferie fonctionnant exclusivement au gaz	Amélioration du rendement énergétique Suppression du stockage de 1 000 m <sup>3</sup> de fioul lourds (réaffecté aux EP2)	2910 1432
Réduction du nombre de sources radioactives scellées	Remplacement de 6 sources par des sondes de densité ultrason	1720
Élimination progressive des condensateurs et du transformateur contenant des PCB/PCT	Remplacement étalé entre 2005 et 2008	1180
Poste de distribution de carburant	Aménagement du poste de distribution situé sur l'aire de réception des betteraves	1434

Le dossier concerne l'ensemble des activités exercées qui se rangent dans les rubriques suivantes de la nomenclature :

Rubrique	Intitulé de la rubrique installation classée	Caractéristique de l'installation et classement	Régime
2225	Sucrierie	Capacité de traitement : 11 500 t/j de betteraves	Autorisation
2520	Fabrication de chaux. <i>Seuil : Capacité supérieure à 5 t/j</i>	Capacité 154 t/j	Autorisation
1520-1	Dépôt de coke. <i>Seuil : Quantité supérieure à 500 t</i>	Capacité de stockage 2 000 tonnes	Autorisation

Rubrique	Intitulé de la rubrique installation classée	Caractéristique de l'installation et classement	Régime
<b>2160-1</b>	Stockage de sucre.  <i>Seuil : Capacité de stockage supérieure à 15.000 m<sup>3</sup></i>	<u>Silo horizontal</u> : 50.000 tonnes (62.000 m <sup>3</sup> )  <u>Silo vertical</u> : 25.000 tonnes (31.000 m <sup>3</sup> )  <i>Capacité totale de stockage : 75.000 tonnes soit 93.000 m<sup>3</sup></i>	Autorisation
<b>2910-A-1</b>	Installations de combustion.  <i>Seuil : Puissance supérieure à 20 MW</i>	<u>Chaudière usine</u> : 2 chaudières BABCOCK AGD au gaz naturel : 2 x 38 MW 1 chaudière BABCOCK FML au gaz naturel : 24 MW  <u>Chaudière annexes</u> : 1 chaudière au gaz naturel (silo) : 720 kW 1 chaudière au gaz naturel (bureau) : 140 kW  <i>Puissance totale des installations : 100,86 MW</i>	Autorisation
<b>2920-2-a</b>	Installation de compression.  <i>Seuil : Puissance supérieure à 500 kW</i>	Puissance installée réfrigération : 173 kW Puissance installée compression : 510 kW  <i>Puissance totale installée : 683 kW</i>	Autorisation
<b>1131-2-b</b>	Emploi ou stockage de formaldéhyde en solution à 30%  <i>Seuil : Quantité présente supérieure à 10 t. mais inférieure à 200 t.</i>	Formol : cuve aérienne de 45 m soit 49 tonnes. Sous acétate de plomb : 0,150 tonnes (polybonnes de 20 l)  <i>Quantité totale stockée : 49,15 tonnes</i>	Autorisation
<b>1180-1</b>	Utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés de Polychlorobiphényles (PCB) et Polychloroterphényles (PCT)  <i>Seuil : Contenant plus de 30 l de PCB ou PCT</i>	Transformateur PCB (station d'épuration) 20 condensateurs (Usine)	Déclaration

Rubrique	Intitulé de la rubrique installation classée	Caractéristique de l'installation et classement	Régime
<b>1432-2-b</b>	Stockage de liquides inflammables.  <i>Seuil : Capacité équivalente totale supérieure à 10 m<sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 100 m<sup>3</sup></i>	Fioul domestique : 3 cuves aériennes de 10 m <sup>3</sup> , 10 m <sup>3</sup> et 25 m <sup>3</sup> Gazole : 1 cuve aérienne de 10 m <sup>3</sup> Alcool isopropylique : 10 fûts de 200 litres soit 2 m <sup>3</sup>  <i>Capacité équivalente totale : 13 m<sup>3</sup></i>	Déclaration
<b>1434-1-b</b>	Installation de remplissage ou de distribution des réservoirs de véhicules à moteur.  <i>Seuil : Débit équivalent supérieur ou égal à 1 m<sup>3</sup>/h mais inférieur à 20 m<sup>3</sup>/h</i>	1 pompe à fioul domestique : 2,4 m <sup>3</sup> /h 1 pompe à gazole : 2,4 m <sup>3</sup> /h 1 pompe à fioul domestique : 2,4 m <sup>3</sup> /h  <i>Débit équivalent : (2,4+2,4+2,4)/5 = 1,44 m<sup>3</sup>/h</i>	Déclaration
<b>1611-2</b>	Stockage d'acides.  <i>Seuil : Capacité de stockage supérieure à 50 tonnes et inférieure à 250 tonnes</i>	Acide sulfurique : 92 tonnes Acide chlorhydrique : 19,5 tonnes Acide phosphorique : 28 tonnes  <i>Quantité totale stockée : 139,5 tonnes</i>	Déclaration
<b>2260-2</b>	Broyage, criblage et ensachage du sucre.  <i>Seuil : Puissance installée des machines supérieure à 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW</i>	Egrugeonneur : 1,5 kW Couseuse : 4,5 kW Encamionneuseuse : 7,5 kW Palettiseur : 16 kW Ventilateur dépoussiérage : 22 kW Transporteurs/élévateurs : 26,4 kW  <i>Puissance installée des machines : 77,9 kW</i>	Déclaration
<b>2925</b>	Ateliers de charge d'accumulateurs.  <i>Seuil : La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW</i>	<i>Puissance maximale : 21,82 kW</i>	Déclaration

## Présentation de l'entreprise

La sucrerie de Fontaine-le Dun a été créée en 1900 avec une capacité initiale de traitement de 500 tonnes de betteraves par jour. Aujourd'hui après fusion absorption de la sucrerie de Colleville, la capacité de la SAFBA va correspondre à environ 11 000 ha de betteraves et 1 600 planteurs répartis sur le département de la Seine Maritime.

La production moyenne sera de 850.000 tonnes d'où sont extraites 130 000 tonnes de sucre.

145 personnes sont employés en permanence (+ 6 personnes à Colleville). Une soixantaine de saisonniers renforcent l'effectif pendant la campagne sucrière qui s'étale de fin septembre à fin décembre de chaque année.

### **Procédé de fabrication**

Après arrachage par les planteurs, les betteraves sont acheminées par transport routier jusqu'à la sucrerie où elles sont lavées, découpées en fines lanières. Le sucre contenu dans les betteraves est extrait par osmose (diffusion à contre courant dans de l'eau chaude à 75 °C).

Il ressort de cette extraction un « jus vert » contenant 16 % de sucre et des pulpes (cossettes épuisées), destinées après pressage et déshydratation à l'alimentation du bétail.

Après plusieurs étapes de purification, chaulage/carbonatation, le jus sucré est concentré par évaporation. Ce dernier peut être stocké sous forme de sirop ou subir une concentration conduisant à la cristallisation naturelle des cristaux de sucre.

Après séparation, par centrifugation du jus sucré restant, les cristaux de sucre sont séchés et stockés en l'état. Le résidu liquide peu sucré extrait au cours de la cristallisation est appelé **égout de 2<sup>ème</sup> jet** (EP2).

Lors de l'extraction du sucre de la betterave, on obtient plusieurs co-produits :

La **mélasse** : c'est le jus sucré obtenu après la troisième phase de cristallisation. Le sucre contenu n'est plus extractible. La mélasse est vendue à des fabricants de produits d'alimentation animale ou à des distilleries.

La **pulpe de betteraves** : après extraction du jus concentré, les pulpes sont transférées vers une société attenante SIDEFO où elles sont pressées puis déshydratées. Les pellets sont destinés à l'alimentation animale.

Les **écumes de défécation** : il s'agit du résidu de filtration, issu de la purification du jus vert, destiné à être valorisé comme amendement calcaire en agriculture.

Une tonne de betterave contient environ 770 litres d'eau. Lors du traitement cette tonne engendre au rejet environ **550 litres d'effluents**. Les betteraves sont amenées avec de la terre. Au terme d'un accord signé avec les producteurs, la **tare-terre** doit être réduite à moins de 15 % en masse net (après coupe du collet).

### **Situation administrative**

La société bénéficie depuis sa création des actes administratifs suivants :

- arrêté préfectoral du 19 octobre 1900 – installation d'une fabrique de sucre
- récépissé du 21 avril 1923 –briqueterie
- récépissé du 17 mars 1925 – dépôt souterrain de 4 m<sup>3</sup> d'essence
- récépissé du 11 avril 1932 – distillerie
- récépissé du 10 octobre 1951 – dépôt de chlore liquéfié

- déclaration du 13 janvier 1966 – installation de combustion
- récépissé du 18 juin 1974 – silo à sucre vertical de 25 000 tonnes
- arrêté du 29 janvier 1975 – application de la circulaire et de l'instruction du 17 août 1973 relative à l'aménagement et l'exploitation des sucreries
- arrêté du 16 juin 1981 – autorisation de rejet dans le DUN
- arrêté du 4 décembre 1984 – silo à sucre horizontal de 25 000 tonnes
- récépissé du 28 janvier 1985 dépôt de gaz combustible liquéfié de 12, 5 tonnes
- arrêté du 3 avril 1992 – extension du silo à sucre horizontal dont la capacité est portée à 50.000 tonnes
- arrêté du 19 novembre 1992 – prescriptions complémentaires pour les rejets des eaux résiduaires dans le DUN
- arrêté du 14 juin 1994 – extension des bassins de décantation par la création du bassin dit « terre d'or »
- arrêté du 5 octobre 1995 – augmentation de la puissance de chaufferie à 99,7 MW et cuves de 1000 m<sup>3</sup> de fioul lourd et 30 m<sup>3</sup> de FOD
- récépissé du 20 mai 1998 – atelier d'ensachage de sucre
- arrêté du 31 mars 2000 – prescriptions complémentaires pour les rejets d'eau résiduaires dans le DUN
- arrêté du 13 février 2001 – application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 1998 relatif aux silos de stockage.

### Prévention de la pollution de l'eau

La sucrerie utilise une quantité d'eau importante pour le transport, le nettoyage et le chauffage des betteraves. Ces dernières contiennent 77 % d'eau de sorte que les apports d'eau extérieurs, assurés par un pompage en nappe, sont peu importants.

Le procédé conduit à un excédent de 550 litres par tonne de betteraves travaillées, soit pour la capacité de production envisagée 6 325 m<sup>3</sup>/j.

Les caractéristiques du rejet ont été fixées par l'arrêté préfectoral du 19 novembre 1992 en tenant compte de la capacité du DUN. Elles obligent la SAFBA à étaler son rejet sur 12 mois et par voie de conséquence à recourir à un ensemble d'unités de traitement et de stockage. L'un des bassins actuellement utilisé est à 74 % de son taux de remplissage et la capacité restante permettra de couvrir uniquement la campagne de 2003. La demande d'autorisation porte en conséquence sur la réalisation **d'un nouveau bassin** de stockage des eaux. Dans l'état futur le schéma de traitement sera le suivant :

Les eaux boueuses issues du lavoir seront acheminées pour décantation à un débit d'environ 263 m<sup>3</sup>/h (6 325 m<sup>3</sup>/j) vers le bassin dit « Terre d'Or » jusqu'à son complet remplissage par les boues. A terme elles iront dans le bassin de « Bourrienne »..

En sortie de bassin, ces eaux seront dirigées partiellement vers la station de traitement du site (66 m<sup>3</sup>/h soit 1 600 m<sup>3</sup>/j) avant rejet dans le DUN. L'excédent soit environ 200 m<sup>3</sup>/h sera stocké dans le nouveau bassin dit « Bourrienne 2 ».

Les boues reprises au niveau du lavoir seront stockées dans le bassin de « Bourrienne 1 » afin de retarder le comblement du bassin « Terre d'Or ».

L'eau stockée durant la campagne dans le bassin « Bourrienne 2 » sera comme actuellement restituée au milieu en intercampagne à un débit sensiblement égal à celui observé aujourd'hui (environ 66 m<sup>3</sup>/h).

Ces trois bassins sont construits par des digues de terre qui barrent transversalement un thalweg situé à proximité du site. Leurs caractéristiques principales sont les suivantes :

Bassin	Date création	Superficie (ha)	Capacité (m <sup>3</sup> )
Terre d'Or	1995	8	550.000
Bourienne 1	1981	15	750.000
Bourienne 2	2004	11	550.000

La construction du dernier bassin (Bourienne 2) permettra à la SAFBA de conserver son rejet dans le milieu sans changement.

Pour faire face à d'éventuelles infiltrations et à un risque d'effondrement sous le bassin (où des indices de karsts sont décelés) ce dernier sera comme le bassin « terre d'or » artificiellement étanché à l'aide d'une géomembrane en PEHD de 2 mm d'épaisseur. Une protection renforcée est prévue au droit de zones fragilisées par l'existence d'indices d'effondrements karstiques.

L'exploitant a par ailleurs prévu de replanter des arbres en périphéries sur une surface équivalente à un bois existant qui va doit être supprimé.

Dans l'établissement deux bacs de stockage importants sont dépourvus de cuvette de rétention :

- le stockage des égouts de 2<sup>ème</sup> jet (1 600 m<sup>3</sup>). Il est prévu de réaffecter deux cuves existantes sur rétention dont la capacité sera portée à 2 000m<sup>3</sup>,
- le stockage des mélasses (11 000 m<sup>3</sup>). Un emplacement est prévu à l'intérieur de la cuvette de rétention qui sera créée pour le nouveau stockage de sirop (capacité 25 000 m<sup>3</sup>) pour permettre à terme d'y placer un stockage des mélasses de capacité équivalente.

### Prévention de la pollution de l'air

Les points de rejets atmosphériques sont principalement au nombre de 3 :

La cheminée de la **centrale thermique** (chaufferie) qui est composée de 3 chaudières. La puissance totale installée est de 100 MW. La sucrerie utilise uniquement du gaz.

L'atelier « **chaulerie** » : la chaux et le dioxyde de carbone nécessaire à l'épuration du jus sucré sont obtenus par cuisson de calcaire dans des fours four à chaux verticaux chauffés au coke de charbon. Ces matières premières contiennent des métaux lourds dont les flux annuels sont estimés (sur la base d'un bilan matière et d'analyses) aux valeurs suivantes en kg/an :

	Quantité dans le mélange Pierre à chaux/coke	Quantité éliminée via les incuits	Quantité dans les écumes	Bilan réalisé sur la base d'analyses
Cadmium	14,10	0,20	13,90	13,32
Chrome	226,90	1,26	225,64	1319,00

Mercur	4,40	0,12	4,28	< 10,80
Nickel	19,10	1,26	17,84	417,60
Zinc	357,50	2,27	355,23	-
Plomb	22,30	1,26	21,04	11,88

La quasi totalité des métaux semble se retrouver dans les écumes. Cependant, le bilan matière n'est pas cohérent avec les mesures de sorte que la SAFBA s'engage à réaliser des bilans plus précis durant la prochaine campagne sucrière.

Les **unités de dépoussiérage** qui sont liés aux équipements de manutention et de stockage du sucre sont du type « filtre à manches » qui garantissent une concentration inférieure à 10 mg/m<sup>3</sup>

L'augmentation de la capacité de production se traduit dans les faits par un allongement de la campagne sucrière qui passe de 75 jours actuellement à 90 jours. Les flux annuels émis dans les rejets sont augmentés dans les mêmes proportions.

### Niveaux sonores et déchets

Les modifications envisagées ne touchent pas l'appareil productif de sorte que les niveaux de bruit et les déchets produits évoluent uniquement du fait de l'allongement de la campagne.

### Impacts sanitaires

Afin d'évaluer l'exposition des populations aux émissions atmosphériques du site, la SAFBA a calculé les concentrations environnementales des polluants chimiques émis à l'atmosphère (NO<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, CO, NH<sub>3</sub>, Poussières) au moyen d'un modèle de dispersion atmosphérique « 3D ». Ces concentrations ont servi de base à l'évaluation des risques sanitaires qui montre que :

Le site ne constitue pas une source potentielle de risques toxiques pour les populations riveraines

L'excès de risque individuel induit par le SO<sub>2</sub> seul élément cancérigène traceur retenu, est extrêmement faible (3,8 10<sup>-8</sup>).

### Étude des dangers

Les principaux risques étudiés sont l'explosion au niveau des silos de stockage de sucre (poussières) ou de la chaufferie (gaz) et l'incendie d'un stockage de matières (fuel, sucre, emballages).

Les zones d'effets évaluées dans les différents scénarios d'accidents analysés sont incluses dans leurs majeures parties à l'intérieur du périmètre de l'exploitation. Il n'y a pas d'effet domino à redouter.

Ce constat favorable n'exclut cependant pas la prise de mesures préventives puisque notamment l'ensemble des transporteurs de sucre est muni de supresseurs d'explosion. Pour l'alimentation en gaz, SAFBA va étudier en relation avec gaz de France l'installation d'une vanne de sur-débit au niveau du poste de livraison afin de limiter les conséquences d'une rupture éventuelle de la canalisation de transport à



l'intérieur de la sucrerie.

## Enquête publique et administrative

L'enquête publique qui s'est tenue du 1<sup>er</sup> septembre 2003 au 1<sup>er</sup> octobre 2003 n'a donné lieu aucune déposition. Monsieur le commissaire enquêteur souligne l'intérêt économique de cette entreprise, ce qui explique l'attachement de la population à la « sucrerie » qui fait partie du paysage local. Cela explique également l'absence de déposition alors qu'il pensait recueillir des réclamations concernant les désagréments subis par les riverains du réseau routier emprunté par les camions de ramassage pendant la campagne de récolte. Ces inconvénients semblent être tolérés par la population, compte tenu de l'obligation d'alimenter l'usine. Pour ces raisons, **monsieur le commissaire enquêteur** donne un avis favorable à la demande présentée.

Le conseil municipal de la commune de **Crasville-La-Roquefort** réuni le 25 juillet 2003 a émis un avis favorable à la requête présentée par la SAFBA.

Le conseil municipal de la commune d'**Autigny** réuni le 04 septembre 2003 a émis à l'unanimité un avis favorable à la requête présentée par la SAFBA.

Le conseil municipal de la commune d'**Houdetot** réuni le 18 septembre 2003 a émis un avis favorable à la requête présentée par la société.

Le conseil municipal de la commune de **Gaillarde** réuni le 3 octobre 2003 a émis un avis favorable à la demande présentée par la société.

Le conseil municipal de la commune de **Saint-Pierre-Le-Viger** réuni le 9 septembre 2003 a émis un avis favorable au projet.

Le conseil municipal de la commune de **Bouville** réuni le 9 octobre 2003 a émis un avis favorable à la requête de la société.

Le conseil municipal de la commune d'**Heberville**, après délibéré le 20 octobre 2003, à l'unanimité, n'est pas opposé à la requête.

## Avis des services

Monsieur le **directeur régional et départemental de l'équipement** considérant que :

- le règlement de la zone NC du plan d'occupation des sols de Fontaine – le-Dun autorise les établissements industriels dont l'activité est liée à l'agriculture. Il permet également la création du bassin.
- la commune de Houdetot n'est pas couverte par un document d'urbanisme. Le règlement national d'urbanisme qui s'y applique permet la création du bassin de stockage des eaux résiduaires.
- le projet de création est situé hors des zones inondables répertoriées.
- en l'absence d'établissement situé à proximité, la SAFBA n'est pas impactée par des périmètres de danger.
- les projets, n'engendrent pas de périmètre de sécurité touchant les habitations voisines
- les bacs à sirop et le bassin de stockage d'eaux résiduaires ne sont pas soumis à

demande d'autorisation d'urbanisme. Les dimensions annoncées (15 ha) soumettent les travaux à déclaration préalable institué par le décret du 16 janvier 2002 sur l'archéologie préventive.

Il émet un avis favorable à la requête de la SAFBA.

Monsieur le **directeur régional de l'environnement**, sous réserve de la réalisation effective des mesures compensatoires en matière de boisement proposées dans l'étude d'impact, émet un avis favorable sur le dossier. Toutefois au regard de la filière d'élimination actuelle et future des boues de station d'épuration vers les bassins de stockage, il serait souhaitable d'examiner dans le cadre d'une étude de faisabilité, l'opportunité de mettre en place une filière de valorisation agricole des boues.

Monsieur le **directeur départemental des affaires sanitaires et sociales** fait part dans son avis des observations suivantes :

*1° concernant l'impact environnemental*

- *sauf impossibilité technique (à justifier par le pétitionnaire), l'exploitant procédera au moins une fois par an à :*
  - *une vidange complète des circuits d'eau destinée à être pulvérisée ainsi que des circuits d'appoint,*
  - *un nettoyage mécanique et/ou chimique des circuits, des garnissages et des parties périphériques,*
  - *une désinfection par un produit dont l'efficacité vis à vis de l'élimination de la legionella a été reconnue, tel que le chlore ou tout autre désinfectant présentant des garanties équivalentes.*
- *les forages existants sur le site devront être aménagés et équipés de manière à éviter toute infiltration d'effluents susceptibles de polluer la nappe phréatique. Il conviendra notamment :*
  - *d'équiper les forages d'une margelle étanche d'une hauteur de 50 cm au minimum,*
  - *d'étancher le sol autour des ouvrages avec une pente vers l'extérieur,*
  - *d'équiper les orifices d'accès aux ouvrages d'un capot étanche,*
  - *de protéger les galeries techniques, assurant le passage des canalisations de refoulement des pompes.*
- *l'étude acoustique met en évidence des dépassements d'émergence. Il convient de proposer des mesures compensatoires ;*
- *quel sera l'exutoire final des boues et terres stockées dans les bassins ?*
- *il apparaît, au vu des résultats analytiques des écumes que les concentrations en certains métaux (chrome et nickel) ne sont pas cohérents avec le bilan matière. L'explication fournie suggère que ceux-ci proviennent des betteraves.*  
*Étant donné les pratiques agricoles – épandage des écumes sur les parcelles recevant des betteraves – n'y a-t-il pas risque*

*d'accumulation dans les sols et les betteraves de ces métaux. Cette dérive n'est pas à exclure dans la mesure où la norme NFU-001 ne prévoit aucune limite pour la teneur en métaux dans les écumes et que, par ailleurs, l'application de ce type d'amendement n'est pas réglementée (pas de flux maximaux).*

*On peut toutefois remarquer que les teneurs en métaux dans les écumes sont inférieures aux valeurs limites fixées par l'arrêté du 2 février 1998(section IV) pour l'épandage des déchets.*

## *2° concernant l'impact sanitaire*

- *les substances rejetées à l'atmosphère ont été recensées et quantifiées : poussières (assimilées à des PM 2,5), NO<sub>x</sub>, SO<sub>2</sub>, CO<sub>2</sub>, CO, COV, Cl<sub>2</sub>, HCl, NH<sub>3</sub>  
Cependant le tableau récapitulatif des flux annuels ne présente que les poussières, NO<sub>x</sub>, SO<sub>2</sub> et CO.  
Par ailleurs, le flux de formol rejeté par respiration du bac a été estimé.*
- *des polluants traceurs ont été sélectionnés :SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>, et les PM 2,5 ont été modélisés, selon 2 situations météorologiques, à l'aide d'un modèle tridimensionnel,*
- *les VTR ont été présentées et leurs choix argumentés,*
- *les cibles exposées sont sommairement présentées,*
- *les risques ont été caractérisés pour SO<sub>2</sub>, NO<sub>2</sub>, PM 2,5, CO, et NH<sub>3</sub>, en considérant une exposition permanente aux concentrations issues de la modélisation.*

*Il s'interroge sur la manière dont « ont été quantifiés les risques liés à CO et NH<sub>3</sub> puisque ces substances n'ont pas été modélisées (?) ».*

*Le calcul de première approche qui consiste à sommer les indices de risque aboutit à 1,1. Cependant, l'activité ne fonctionne que 3 mois dans l'année.*

Par conséquent, il émet un **avis favorable** sous réserve que le pétitionnaire apporte des éléments de réponse aux questions posées et que les remarques relatives aux nuisances sonores, à la protection des forages et à la lutte contre la legionella soient reprises.

Monsieur le **Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt** dans son avis qui vaut également au titre de la police des eaux (délégation interservice de l'eau) émet, pour les questions relatives à l'impact sur les eaux, les remarques suivantes :

- *Rejet de la station d'épuration vers le DUN*

*L'arrêté préfectoral du 31 mars 2000 prescrivant de nouvelles normes de rejet, modulables selon le débit récepteur, doit être respecté malgré l'augmentation prévisible d'activité en 2003.*

*La station nouvelle, mise en place en 2001, doit satisfaire aux obligations de résultats qui sont impératifs pour respecter l'objectif de qualité assigné au cours d'eau (classe 1B).*

➤ *Création d'un nouveau bassin de stockage*

*En raison du taux de remplissage du bassin de la « terre d'or », le pétitionnaire va créer un nouveau bassin (« Bourienne 2 ») de 550 000 m<sup>3</sup> ayant pour fonction de stocker les eaux résiduelles avant traitement en station ; le bassin « Bourienne 1 » quant à lui reprendra son rôle initial (décantation et stockage des terres) et le bassin « terre d'or » sera abandonné.*

*En raison de l'importance du nouvel ouvrage qui devra être imperméabilisé (digue et fond) il est indispensable de le soumettre aux contrôles déjà existants pour les bassins actuels : suivi de la tenue des digues, suivi piézométrique pour la nappe, ...*

*La mise en place de ce nouveau bassin ne doit détériorer en aucun cas l'écoulement des eaux pluviales du secteur, sur le plan quantitatif et qualitatif y compris pendant la phase travaux. L'impact éventuel du bétonnage du trajet des eaux pluviales sous le nouveau bassin n'est pas pris en considération sur le plan hydraulique.*

*Par ailleurs, les informations données sur la renaturation prévue du bassin abandonné (« terre d'or ») ne permettent pas d'apprécier le projet.*

➤ *Stockage de produits chimiques :*

*Au niveau de la sucrerie, tout stockage susceptible d'engendrer des nuisances en cas de rupture de cuves doit être mis sous rétention (nouveaux stockages et anciens stockages non munis actuellement de rétention).*

*Enfin pour ce qui concerne le défrichement à effectuer pour la création du nouveau bassin, il n'y a pas lieu de solliciter une autorisation spécifique si les surfaces indiquées au dossier sont effectivement respectées.*

Monsieur le **directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile** nous fait savoir que le dossier n'appelle aucune remarque particulière en terme de sécurité civile.

Monsieur le **directeur départemental des services d'incendie et de secours** après avoir demandé des compléments portant notamment sur la localisation des installations et les implantations, compléments adressé par la société au cours du mois d'août, et après visite des lieux le 1<sup>er</sup> octobre 2003, a préconisé l'adoption des mesures suivantes :

1 – réaliser l'intercommunication entre le bâtiment chaufferie et le hall de fabrication par 2 blocs-portes pare-flamme de degré ½ heure munis de ferme-porte et désenfumer la passerelle,

2 – suivre d'effet les dispositions énoncées dans le dossier et notamment concernant les équipes d'intervention, l'équipement de détection automatique d'incendie,

3 – veiller à ce que les dégagements (sorties, sorties de secours, circulations horizontales et verticales etc...) soient maintenus libres en permanence afin de permettre une évacuation sûre et rapide du personnel (art. R 232.12.2),

4 – afficher à l'extérieur de la chaufferie un plan de l'installation situé à proximité de son accès,

5 – maintenir propres les locaux et évacuer les déchets aussi souvent qu'il sera nécessaire,

6 – maintenir en bon état de fonctionnement les pompes qui mettent en pression le réseau hydraulique privé.

Monsieur le **directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle** émet un avis défavorable en l'espèce au vu des carences mises en évidence quant à la protection de la santé et de la sécurité des salariés de l'entreprise et notamment au regard de :

1 – l'absence d'évaluation des risques pour la sécurité et la santé des travailleurs dans la notice d'hygiène et de sécurité (article L 230.2 et R 230.1 du code du travail),

2 – l'absence de protection efficace des salariés contre le risque chimique et toxique bien que les non-conformités aient été soulignées dans l'étude de dangers : il apparaît en effet que le stockage des produits chimiques (au sens de l'article R 231.51 du code du travail en cuves aériennes, en fûts... ne respecte pas les prescriptions de base du droit du travail et laisse transparaître une mauvaise évaluation des dangers existants :

- absence d'indication de la signalisation des risques sur les divers contenants des substances dangereuses contrairement aux dispositions des articles L 231.6, R 231.54.8 du code du travail et l'article 11 de l'arrêté du 04 novembre 1993,
- absence de systématisation de la prévention du risque lié à l'accumulation des gaz dans les contenants (articles L 230.2 et R 230.1 du code du travail),
- absence de systématisation de la prévention du risque lié aux fuites des réservoirs ou des citernes (article L 230.2 du code du travail),
- absence d'efficacité des cuves de rétention existantes en terme de capacité de rétention contrairement aux prescriptions de l'article R 233.46 du code du travail (pour exemple, le bac de rétention du fioul lourd présentant une capacité dérisoire au regard du volume stocké).
- Absence de prise en compte du risque lié aux incompatibilités chimiques (incompatibilité des substances stockées sur une même cuvette : acide chlorhydrique et soude) contrairement aux prescriptions combinées des articles L 230.2 et R 231.54.1 du code du travail.

(...)

3 – l'absence de protection efficace des salariés contre les risques d'explosion/incendie des silos bien que les non-conformités aient été soulignées dans l'étude des dangers :

- absence de systématisation de la prévention du risque explosion/incendie des silos, la surface d'évent existante des silos (silo horizontal E 102, trémie d'ensilage, trémie chargement vrac ...) n'étant pas suffisante au regard des dispositifs de décharge de la pression nécessaires.

(...)

Cet avis défavorable a été transmis à la société SAFBA qui a répondu directement au service dans un courrier en date du 2 juillet 2003. Elle précise notamment :

- concernant l'évaluation des risques que 800 heures de travail (impliquant 7 personnes chargée de piloter le travail d'évaluation et 26 membres du personnel associés) ont été consacrés à l'élaboration du document unique.
- concernant le risque chimique, l'étude des dangers réalisée dans le cadre de la demande d'autorisation a permis d'élaborer un plan de prévention des pollutions accidentelles qui sera suivi.
- concernant le stockage de fuel lourd, le dossier précise que ce dépôt sera supprimé ce qui est effectif depuis,
- concernant le risque explosion/incendie l'arrêté préfectoral du 13 février 2001 a prescrit un échéancier de réalisations qui faisait suite à une étude de dangers particulière. Cet échéancier a été respecté,
- concernant le risque électrique les anomalies détectées font l'objet d'une prise en compte et d'un suivi informatique prévu dans le cadre de son système de management sécurité.

### **Examen des avis et propositions**

Mis à part l'avis de monsieur le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle auquel il a été répondu directement, les avis émis sont favorables au projet d'agrandissement. Les réserves ont toutes été intégrées au projet de texte joint au présent rapport.

En page 32, nous avons repris l'échéancier des aménagements qui devront être réalisés sur l'existant.

Il convient de noter que les valeurs limites fixées pour les rejets dans le Dun sont inchangées. En revanche les rejets atmosphériques engendrés par les chaudières et le four à chaux vont devoir être réduits. En particulier, la société va devoir installer un filtre pour le traitement des poussières issues du four à chaux.

Pour ce qui concerne le cycle des métaux lourds qui est souligné par monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales nous avons intégré au paragraphe 36 un suivi.

La sécurité au niveau de l'unique poste d'ensachage du sucre va être renforcée par l'installation d'un suppresseur d'explosion.

La société a estimé le coût de l'ensemble des travaux à 1.067.000 €

## **CONCLUSION**

En conclusion, nous proposons au Conseil Départemental d'Hygiène d'émettre un avis favorable à la demande présentée par la société SAFBA sous réserve de respecter le projet de texte joint au présent rapport

Le responsable de la Subdivision territoriale 3  
Inspecteur des installations classées

**Patrice CHEMIN**

Adopté et transmis,  
à monsieur le préfet de Seine-Maritime  
D.A.T.E.F  
7, place de la Madeleine  
76036 ROUEN CEDEX

p/le directeur  
et par délégation,  
L'ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines  
Chef du groupe de subdivisions de Rouen-Dieppe

**Jean-Marc TOUBEAU**